

L'Economic Development Board s'associe à Business France et à l'Agence française de développement pour renforcer ses capacités institutionnelles



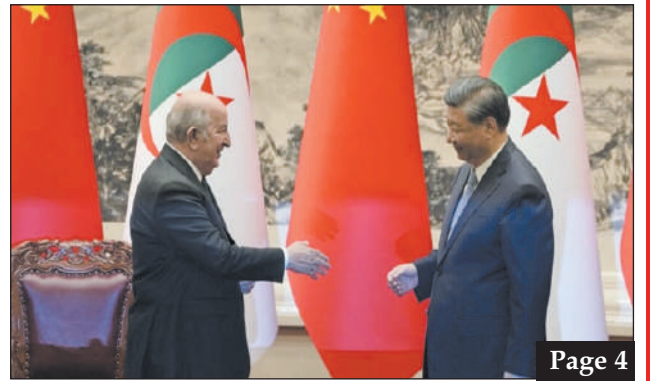
Page 3



Le Conseil des ministres de l'AfCFTA discute des règles d'origine dans les secteurs de l'automobile et du textile

Page 3

Économie, diplomatie, adhésion aux Brics : les enjeux de la visite du président algérien à Pékin



Page 4

Élisabeth Borne, une première ministre inoxydable?



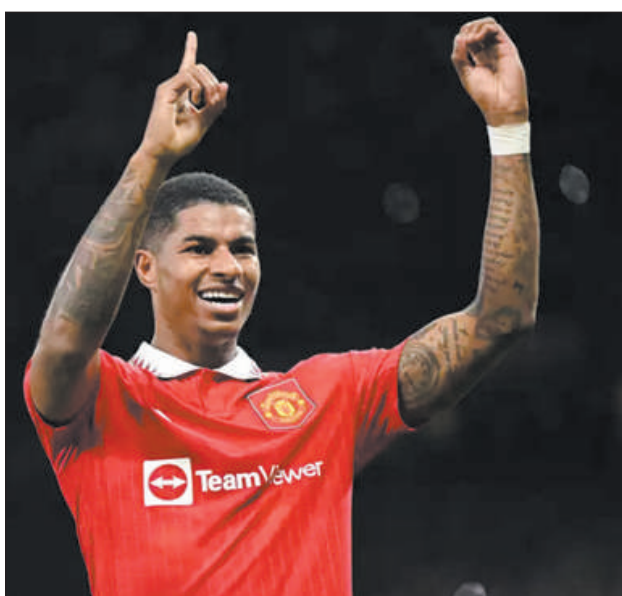
Page 4

L'Inde interdit l'exportation de riz blanc



Page 5

Foot News



Marcus Rashford prolonge son contrat de cinq ans

Page 8



FC Lorient : Benjamin Mendy, « une grosse prise de risque » pour les Merlus

Page 8

A la télé aujourd'hui



06.15 Serial: Rookie Blue
07.15 Film: The Dark Beginnings Of Sherlock Holmes
08.45 The Bionic Woman
09.35 Le Chemin Du Destin
09.55 A Que No Me Dejas
10.26 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge

13.15 Tele: Fierce Angel
13.40 Imperio De Mentiras
14.15 The Bionic Woman
15.30 Film: The Night Is Young
17.30 The Gardener's Daughter
18.30 Waggle Ki Duniya
18.55 Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Le Journal
20.25 Serial: Le Livre Perdu Des Sortilèges
21.15 Serial: Newton's Law
22.07 Serial: Blue Bloods



07.09 Local: Inspirasion
08.54 Local: Retrovizer
09.28 Local: Elle
11.00 Local: Les Klips
12.00 Local: Nu Rasinn
12.51 Local: Rodrig: Komanter
13.10 Extraits Du Festival Lamisik
13.59 Local: Elle

14.52 Local: Inspirasion
15.20 Tipa Tipa Nu Avance
16.04 Local: Les Klips
17.15 Local: Radio Vision
18.04 Imperio De Mentiras
18.30 A Que No Me Dejas
19.00 Zournal Kreol
19.30 Rodrig: Feminin Pluriel
20.30 Business Connect
21.20 Local: Radio Vision
22.14 Local: Lir - Ekir Kreol
22.50 La Journee Sous Le Regard
23.00 Zournal Kreol



07.00 Serial: Kisna
09.35 Serial: Chhotki Dulhin
10.30 Serial: Bhaag Na Bachhe Koi
12.02 Film: Bhakti Mein Shakti
14.13 Mag: DDI Mag
14.59 Live: Samachar
15.21 Dulhin Uhe Jo Nanad Man...
15.40 Kundali Bhagya

17.31 Radha Krishna
18.00 Live: Samachar
18.29 Local: Ved Ki Shikshayen
19.00 Hindi Sahitya 2023
19.30 Excerpts From Shiv...
20.10 Local: Charcha
20.30 Film: Pakhandi
22.55 Jijai Chhat Par Hain
23.25 Yeh Teri Galiyan
00.11 Ved Ki Shikshayen
00.41 Hindi Sahitya 2023
01.19 Local: Excerpts From Shiv Abhishek
01.47 Local: Charcha



06.00 Doc: Eye On SADC
08.00 Doc: Hi Opie!
08.57 Film: Black Beauty
10.32 My Perfect Landing
10.54 The World Is Yours
11.21 Mag: Luana's Kitchen
11.50 Mag: Carnet De Sante
12.11 Doc: Hotels
13.38 Film: Les Aventuriers Du Vaisseau Perdu
14.54 D.Anime: Kids Songs

15.02 D.Anime: Wonder Grove
15.05 Anna Et Ses Amis
15.35 Robin Des Bois
16.11 Inspecteur Gadget
16.31 D.Anime: Kika Et Bob
16.44 D.Anime: Raindow Rangers
18.30 Mag: National Anthem
19.02 Doc: Africa 54
19.32 Mag: In Good Shape
21.36 Film: Dark Beginnings Of Sherlock Holmes



14.25 Serial: Zindagi Mere Ghar..
15.00 Serial: Bade Acche Lagte Hai 2
15.26 Film: Police Force
Starring: Akshay Kumar, Raveena Tandon, Amrith Puri, Mohan Joshi
18.00 Live: Samachar

18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.31 Kuch Rang Pyar Ke Aise...
20.08 Sasural Simar Ka 2
20.36 Radha Krishna
21.06 Anupamaa
21.32 Mere Sai
22.04 Kismat Ki Lakiron Se
22.29 Kabhi Kabhie Ittefaq Sey
22.53 Patiala Babes
23.30 Film: Police Force

Amazon investit 120 millions de dollars pour une usine de satellites

Amazon va investir 120 millions de dollars construire une usine d'assemblage de satellites qui sera installée au centre spatial Kennedy de la NASA, en Floride, a annoncé le groupe vendredi.

Ce nouvel équipement doit permettre au géant de la vente en ligne de concurrencer SpaceX et sa constellation de satellites Starlink, avec sa propre constellation de plus de 3.200 satellites en basse orbite, baptisée «projet Kuiper».

Cette constellation va «fournir un accès à internet rapide et à bas prix aux populations qui n'en disposent pas partout dans le monde», a précisé le groupe dans son communiqué.

«Nous avons un plan ambitieux pour lancer la production à grande échelle du projet Kuiper et mener les premiers essais client dès l'année prochaine, cette usine y participera grandement», a déclaré le vice-président de Kuiper en charge des opérations de production, Steve Metayer, cité par le communiqué.

Le groupe dispose déjà d'un autre



site à Kirkland, dans l'État de Washington (nord-ouest), où la production sera lancée en fin d'année.

Les satellites seront ensuite acheminés en Floride pour les derniers réglages avant d'être placés en basse orbite grâce aux lanceurs de Blue Origin, également fondé par Jeff Bezos, et la United Launch Alliance (ULA).

SpaceX, fondée par Elon Musk, a commencé à déployer sa constellation de plus de 3 700 satellites Starlink en 2019 et est actuellement, de très loin, le principal acteur sur ce marché, sur

lequel OneWeb, un opérateur britannique, tente de le concurrencer.

Plusieurs gouvernements veulent également se joindre à la course aux constellations basse orbite, à l'image de la Chine, qui souhaite disposer de sa propre constellation GuoWang, prévue avec 13 000 satellites.

L'Union européenne souhaite de son côté lancer 170 satellites dans le cadre de son projet Iris, alors que l'agence américaine de développement de l'espace, rattachée au ministère de la Défense, en prévoit entre 300 et 500.

Biden fait pression sur les géants de la tech pour régler l'intelligence artificielle

Le président Joe Biden a obtenu vendredi des géants américains de la tech des engagements dans le but de réduire les risques de fraude et de désinformation liés à l'essor de l'intelligence artificielle, sujet au coeur d'un sommet le même jour à la Maison Blanche avec les ténors du secteur.

Amazon, Anthropic, Google, Inflection, Meta, Microsoft et OpenAI ont accepté de respecter «trois principes qui doivent être fondamentaux au développement de l'intelligence artificielle (IA), soit la sûreté, la sécurité et la confiance», a annoncé la Maison Blanche vendredi matin.

Des dirigeants de ces entreprises y seront reçus vendredi après-midi, alors que les craintes liées à cette puissante technologie s'intensifient, des dangers pour les consommateurs (fraude) et les citoyens (désinformation), au risque de perdre de nombreux emplois.

Pour rendre cette technologie plus sûre et plus transparente, ces sept entreprises ont notamment promis de tester leurs programmes informatiques en interne et en externe avant leur lancement.

Elles se sont également engagées à investir dans la cybersécurité et à partager des informations pertinentes sur leurs outils, y compris d'éventuelles failles, avec les autorités et les chercheurs.

Elles doivent aussi «développer des techniques solides pour s'assurer que les utilisateurs savent quand des contenus ont été générés par de l'IA, comme un système de marquage en filigrane», ajoute la Maison Blanche.

«Cela permettra à la créativité liée à l'IA de prospérer tout en réduisant les dangers liés aux fraudes et aux

supercheries», précise l'administration Biden.

Jusqu'à présent, les principales entreprises concernées se sont montrées plutôt réticentes à l'idée d'ajouter de telles marques sur les contenus créés avec leurs programmes.

«C'est un sujet complexe», a reconnu un haut responsable de la Maison Blanche lors d'une conférence de presse.

La marque en filigrane «doit fonctionner pour les contenus visuels aussi bien que sonores», a-t-il détaillé. «Elle doit être techniquement robuste, mais aussi facile à voir pour les utilisateurs».

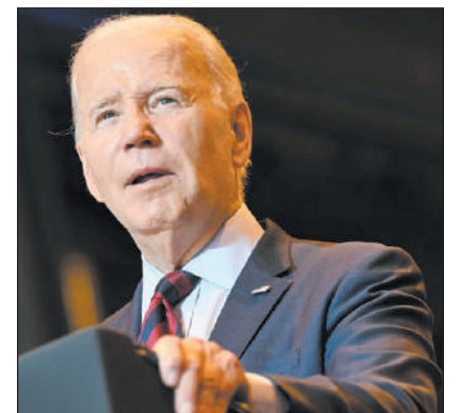
Élection de 2024

Les fausses photographies et les montages perfectionnés (deepfake) existent depuis des années, mais l'IA générative, capable de produire du texte et des images sur simple requête en langage courant, fait craindre un déferlement de faux contenus en ligne.

Ceux-ci peuvent servir à fabriquer des arnaques ultra crédibles ou encore à manipuler l'opinion. Une perspective particulièrement inquiétante à l'approche de la présidentielle américaine de 2024.

Le comité de soutien de Ron DeSantis, grand rival de Donald Trump dans la course à l'investiture du parti républicain, a déjà utilisé dans un spot publicitaire une fausse voix générée par intelligence artificielle et ressemblant à s'y méprendre à celle de cet ancien président.

«Nous devons actionner tous les leviers du gouvernement fédéral afin d'encadrer (ce secteur, NDLR)» et «travailler» avec le Congrès afin de légiférer, a déclaré le chef de cabinet de la Maison Blanche, Jeff Zients, au site d'informations Axios.



«Nous aurons besoin d'une législation pour avoir les experts dont nous avons besoin au sein du gouvernement fédéral et avoir l'autorité réglementaire pour tenir le secteur privé responsable de ses actions (...), a-t-il encore déclaré.

Les tensions politiques actuelles au Congrès rendent de nouvelles lois sur l'IA peu probables dans l'immédiat, mais le gouvernement a indiqué travailler à un décret exécutif.

Ces engagements de l'industrie obtenus par l'administration de Biden sont «un premier pas important», selon Paul Barrett, directeur adjoint du Center for Business and Human Rights de l'université de New York (NYU).

«Mais comme ils ne sont pas soumis à sanction en cas de non respect, il est vital que le Congrès vote sur des lois rapidement», a-t-il ajouté.

La Maison Blanche a également assuré qu'elle travaillait avec des alliés étrangers pour rechercher «un cadre international solide pour régir le développement et l'utilisation de l'IA» dans le monde.

Le sujet était au premier plan lors du G7 au Japon en mai, et la Grande-Bretagne s'apprête à organiser un sommet international sur l'IA, sans doute à l'automne prochain.

L'Economic Development Board s'associe à Business France et à l'Agence française de développement pour renforcer ses capacités institutionnelles

Une convention de partenariat tripartite entre l'Agence française de développement (AFD), Business France et l'Economic Development Board (EDB), a été signée à Ebène, en présence du ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement, Dr Renganaden Padayachy, et de l'ambassadrice de France à Maurice, Mme Florence Caussé-Tissier.

Dans son discours d'ouverture, le ministre Padayachy a qualifié la signature de l'accord de partenariat tripartite d'étape cruciale dans le cheminement de Maurice vers un avenir économique toujours plus solide, inclusif et durable.

Le ministre des Finances a rappelé que la stratégie économique du gouvernement pour guider le pays vers une croissance économique forte et durable repose sur trois piliers fondamentaux, à savoir la diversification, l'innovation et l'inclusion. EDB, a-t-il souligné, joue un rôle crucial dans la promotion des investissements à Maurice et bénéficiera de cette collaboration tripartite avec les partenaires français pour attirer des investissements de qualité et stimuler la croissance et promouvoir le développement durable.

Le ministre a ajouté qu'il veillera à ce que l'EDB dispose des outils nécessaires pour mener à bien son mandat, conformément aux exigences du marché et aux meilleures pratiques internationales. Il a également exprimé sa gratitude à l'AFD



pour son soutien continu dans divers projets visant à promouvoir le développement durable et une économie inclusive.

Par ailleurs, le Dr Padayachy a observé que la relation partagée par Maurice et la France est basée sur le respect mutuel, une confiance renouvelée et une ferme volonté de développer une coopération équitable, durable et inclusive. Il a souligné que ce nouveau partenariat contribuera à un échange mutuel de compétences et d'expériences tout en renforçant les relations économiques mutuellement bénéfiques entre Maurice et la France.

Quant à l'ambassadrice de France, elle

a souligné l'objectif clé du partenariat entre les deux pays, qui est de soutenir le développement économique de Maurice sur le plan international en renforçant les capacités institutionnelles d'EDB et en favorisant les relations commerciales entre la France et Maurice.

Selon Mme Caussé-Tissier, la réalisation de ce nouveau partenariat témoigne des relations bilatérales étroites entre la France et Maurice. Elle a également déclaré que cette coopération innovante sera bénéfique à la fois pour EDB et Business France.

Egalement présente à l'occasion, la

directrice de l'AFD à Maurice, Mme Laëtitia Habchi, qui a qualifié ce partenariat tripartite de coopération prometteuse, a souligné que toutes les parties concernées exploiteront de nouvelles pistes de collaboration dans des domaines tels que l'économie circulaire et la finance durable.

Elle a informé que le projet est mis en œuvre par le biais du Fonds d'expertise technique et de transfert d'expérience de l'AFD, pour lequel une somme de 340 000 euros a été affectée à l'opérationnalisation du programme de coopération entre EDB et Business France.

Mme Habchi a ajouté que le projet sera financé à parts égales par l'AFD et Business France, et a fait remarquer qu'un expert technique a été affecté à Maurice.

Accord de partenariat tripartite

L'objectif principal de l'accord de partenariat tripartite est de favoriser le partage des connaissances dans le but de renforcer les capacités des institutions en améliorant l'efficacité et l'efficience des processus pour le développement économique responsable de Maurice.

Ce partenariat vise également à accompagner et suivre les entreprises françaises et mauriciennes à l'international en créant un environnement propice pour qu'elles travaillent ensemble au développement des relations d'affaires dans les deux pays.

Ce programme sera mis en œuvre sur une période de deux ans.

Le Conseil des ministres de l'AfCFTA discute des règles d'origine dans les secteurs de l'automobile et du textile

Le ministre des Services financiers et de la Bonne gouvernance, M. Mahen Kumar Seeruttun, a participé à la troisième réunion extraordinaire du Conseil des ministres de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), tenue du 12 au 13 juillet 2023 à Nairobi, au Kenya, où les questions cruciales des règles d'origine dans les secteurs de l'automobile et du textile et d'autres protocoles commerciaux cruciaux ont été discutées.

Le sous-directeur de la politique commerciale du ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, M. Danandjay Luximon, était également présent à la réunion.

Il est rappelé que l'AfCFTA, la plus grande zone de libre-échange au monde regroupant 55 pays de l'Union africaine et huit communautés économiques régionales, est entrée en vigueur le 30 mai 2019. Maurice a ratifié cet ALE en septembre 2019. Le début des échanges dans le cadre de l'AfCFTA a eu lieu le 1er janvier 2021.

L'AfCFTA vise à établir un marché continental unique avec une population d'environ 1,3 milliard de personnes et un PIB combiné d'environ 3,4 billions de dollars américains. Dans cet effort, l'un des mandats de l'AfCFTA est d'éliminer les barrières commerciales et de stimuler le commerce intra-africain. Le plein potentiel de l'AfCFTA sera atteint une fois que toutes ses composantes, y compris les règles d'origine et les protocoles sur l'investissement, les femmes et les jeunes dans le commerce et le commerce numérique, seront complé-



ment finalisées et convenues.

Ainsi, le Conseil des ministres s'est réuni à deux reprises en sessions extraordinaires en mai et juillet 2023 pour examiner les règles d'origine en suspens sur les textiles et les vêtements, et pour faire le point sur les progrès réalisés jusqu'à présent dans les négociations en cours sur le projet de protocole sur les femmes et les jeunes dans le commerce et le protocole sur le commerce numérique.

Les règles d'origine déterminent la nationalité d'un produit et décident si un produit peut bénéficier d'un traitement préférentiel dans le cadre de l'ALE. Leur objectif principal est de garantir que les avantages de l'AfCFTA profitent aux entreprises véritablement situées en Afrique, en particulier dans les secteurs de l'automobile et du textile, qui contribuent tous deux de

manière significative à la croissance industrielle et manufacturière de l'Afrique, au lieu que les entreprises réacheminent leurs produits à travers le continent.

Depuis le début des négociations sur les règles d'origine de l'AfCFTA, des règles couvrant environ 88,03 % des lignes tarifaires ont déjà été convenues. Cependant, les règles d'origine pour les textiles et les vêtements accompagnés des chapitres sur l'automobile restaient en suspens en raison du niveau élevé de divergence entre les pays.

Comme l'une des questions les plus pertinentes pour Maurice restait la conclusion des règles d'origine en suspens pour les textiles et les vêtements, le ministre Seeruttun, dans son discours lors du Conseil des ministres, a parlé de la nécessité de conclure les règles en suspens, car

cela apporterait plus de clarté dans les mesures requises au niveau des pays pour renforcer la confiance des investisseurs et accroître le commerce avec le continent.

Le ministre a mis en avant la nécessité pour l'Afrique d'avoir des règles d'origine qui renforceraient la relation entre le commerce et l'industrialisation et encourageraient la valeur ajoutée sur le continent.

Il est à noter que la réunion a conclu par un accord sur l'application d'une règle de double transformation pour le chapitre 62 (Vêtements et vêtements – autres qu'en bonneterie) et le chapitre 61 (Vêtements et vêtements – en bonneterie), à l'exception d'une règle plus souple applicable à quelques lignes tarifaires. À la suite de l'adoption des règles pour le chapitre 62 et les positions 63.09 et 63.10, les règles d'origine convenues sont passées de 88 % à 90,1 %. Les chapitres restants ont été convenus pour être finalisés d'ici la fin de cette année.

L'accord sur la double transformation scellé lors du Conseil des ministres implique que les tissus utilisés dans la confection des articles vestimentaires, destinés au marché régional dans le cadre de l'AfCFTA, proviendront du continent africain, renforçant ainsi la stratégie mauricienne d'intégration des chaînes de valeur régionales. Ainsi, le chiffre d'affaires des exportations mauriciennes de vêtements, estimé à environ Rs 10 milliards sur le marché sud-africain, a été préservé. Il donnera également à Maurice un accès préférentiel supplémentaire au marché pour les exportations de vêtements et de textiles vers le marché continental.

Économie, diplomatie, adhésion aux Brics : les enjeux de la visite du président algérien à Pékin

Après Moscou mi-juin, le président algérien est depuis lundi à Pékin, sur invitation de Xi Jinping. Cette première visite d'État d'Abdelmadjid Tebboune en Chine, la première depuis une quinzaine d'années pour un président algérien, comporte bien des enjeux : économie, candidature aux Brics, diplomatie... À moins d'un an et demi de la présidentielle, le chef de l'État veut montrer l'image d'une Algérie à l'offensive.

A lors qu'il n'a toujours pas officialisé sa visite tant attendue en France, Abdelmadjid Tebboune a pris la route pour Pékin. Après Moscou mi-juin, le président algérien achève, vendredi 21 juillet, une visite d'État entamée lundi en Chine à l'invitation de Xi Jinping, sa première depuis son accession à la présidence.

Ce déplacement semble être la suite logique de sa tournée, car ce que souhaite plus que tout Abdelmadjid Tebboune, c'est pousser la porte du très select club des Brics, le groupe économique réunissant les puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qu'il courtise de manière assumée.

À son arrivée au pouvoir en 2019, le président Tebboune n'avait d'ailleurs pas caché son désir de redonner du poids à son pays et de marquer le retour d'Alger sur la scène internationale.

"La Chine, premier partenaire de l'Algérie devant la France"

Le but de cette visite était d'abord une façon d'entériner les relations commerciales entre le pays d'Afrique et le géant chinois et d'étendre ce partenariat à de nouveaux domaines : dix-neuf accords ont été signés entre l'Algérie et la Chine dans les secteurs du commerce, des télécommunications, du transport ferroviaire ou de l'agriculture.

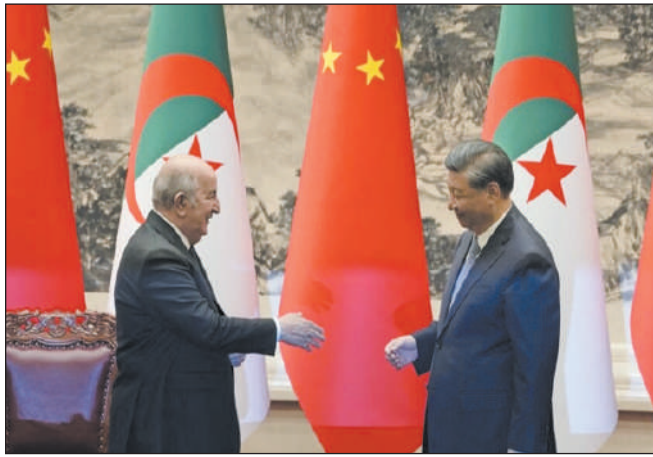
Le partenariat économique entre les deux pays est déjà très important, commente Brahim Oumansour, directeur de l'Observatoire du Maghreb à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). "L'année dernière, les deux pays ont signé un gros contrat visant l'exploitation et la transformation du phosphate algérien avec la création d'une coentreprise entre les deux États. Un projet de sept milliards de dollars".

"En Algérie, la Chine a raflé par le passé plusieurs projets d'infrastructures", poursuit le chercheur, énumérant les projets colossaux, de l'élargissement de l'aéroport d'Alger, à l'autoroute est-ouest, en passant par la construction du nouveau bâtiment du ministère des Affaires étrangères.

Dans le secteur militaire, la Chine est le deuxième fournisseur d'armes après la Russie.

Cette visite en Chine "s'inscrit dans la volonté de renforcer cette coopération économique sino-algérienne qui n'a cessé de s'intensifier ces vingt dernières années", explique Brahim Oumansour. "La Chine est maintenant le premier partenaire de l'Algérie devant la France avec 17 % de parts du marché algérien pour la Chine et environ dix pour la France.", détaille-t-il.

Alger cherche à redynamiser son économie après une longue période de récession et affiche une volonté de pousser l'investissement chinois afin de "diversifier sa production en Algérie pour sortir de sa dépendance liée aux hydrocarbures qui représentent 60 % des revenus et 97 %



de ses exportations", conclut le chercheur de l'Iris.

Quels intérêts pour la Chine ?

Pékin aussi a quelque chose à tirer de cette rencontre : diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie. La Chine produit elle-même du gaz, mais pas suffisamment pour sa consommation et ses importations représentent plus de 40 % de ses besoins.

En mai, des dirigeants de Sonatrach, l'entreprise pétrolière et gazière nationale algérienne, s'étaient déjà rendus en Chine pour discuter de la coopération énergétique, selon l'agence de presse publique algérienne, Algérie Presse Service et, surtout, signer un juteux contrat de livraison de gaz avec leurs partenaires chinois.

Cependant selon Brahim Oumansour ce n'est pas seulement pour le gaz que la Chine porte un intérêt particulier à l'Algérie. D'abord, "le pays regorge de minerais comme le phosphate, le fer et des terres rares.", explique l'expert, mais surtout "l'Algérie se trouve à la fois aux portes de l'Afrique et du marché européen, ce qui est très stratégique dans son projet de nouvelle route de la soie", analyse le chercheur, faisant référence au pharamineux projet chinois de constructions d'infrastructures portuaires, ferroviaires, terrestres dans le bassin méditerranéen.

Objectif Brics

À un mois du sommet du groupe des puissances émergentes et après le feu vert russe, Abdelmadjid Tebboune est venu solliciter l'appui de Pékin pour son adhésion aux Brics.

C'est d'abord un enjeu personnel pour le président algérien, selon Stéphane Ballong, rédacteur en chef Afrique à France 24. "La principale raison est politique : le président Tebboune arrive à la fin de son mandat, il y a une élection en décembre 2024, il est donc très important pour lui de redorer l'image de son pays sur le plan international."

Le soutien de Pékin est d'autant plus important que la candidature d'Alger souffre de quelques faiblesses. Économiquement, l'Algérie a du retard à rattraper pour pouvoir pousser la porte du club des grandes puissances émergentes. "Si on compare aujourd'hui l'Algérie aux Brics, sur le plan de l'industrialisation et du commerce international, le pays est un petit acteur par rapport aux puissances des Brics", décrit Stéphane Ballong. "Par exemple, en 2021, les exportations algériennes se chiffraient à 19 milliards de dollars et l'Afrique du Sud, qui est pourtant le plus petit exportateur des Brics, faisait trois, voire quatre fois plus que

l'Algérie."

Le directeur de l'Observatoire du Maghreb, Brahim Oumansour, concède lui aussi des fragilités au dossier algérien : "Il y a une faiblesse de la production locale et des réformes structurelles à faire (bancaires, infrastructures portuaires, aéroportuaires, ferroviaires etc.). De plus, le pays a des retards dans l'intégration du marché mondial notamment en ce qui concerne l'échange en devises".

"L'Algérie a de très bonnes relations avec la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud. Reste à convaincre les Brésiliens, avec qui les Algériens ont des relations que l'on peut qualifier d'amicales dans le cadre de la solidarité des pays du sud", analyse Brahim Oumansour. "Mais pour les Indiens et les Brésiliens, elle va devoir apporter des garanties de réformes structurelles importantes si elle veut rentrer dans les Brics.", assure le chercheur, concluant en ces termes : "l'Algérie a ses chances, mais ce n'est pas gagné d'avance".

La candidature algérienne dans les Brics n'est donc pas certaine d'aboutir mais pour Stéphane Ballong, le pays aurait ses chances face à la volonté d'élargissement des Brics à l'Afrique. Elle se traduit d'ailleurs par l'invitation de pays non-membres à leur sommet virtuel, comme avec l'Égypte et le Sénégal en 2022. Cette année, Alger était invité.

Le club des "non-alignés"

Avec les Brics, l'Algérie veut montrer sa volonté de faire contrepoids aux puissances économiques occidentales dominantes. "C'est d'ailleurs un peu ce qui définit le groupe des Brics", continue le spécialiste de l'Afrique, "cette volonté de sortir d'un monde unipolaire représenté par les accords de Bretton Woods, [accords destinés à organiser le système monétaire international après la Seconde Guerre mondiale, ndlr], et de créer un monde multipolaire."

"Abdelmadjid Tebboune a d'ailleurs exprimé cette volonté", poursuit Stéphane Ballong, "lorsqu'il a présenté sa candidature aux Brics, de sortir d'un monde unipolaire et de créer un nouvel ordre mondial".

Et c'est pour cette raison qu'Alger a toujours maintenu de bonnes relations à la fois avec plusieurs pays européens et avec Moscou, malgré l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'Algérie était d'ailleurs parmi la vingtaine de pays africains qui s'étaient abstenus lors du vote du 2 mars 2022 à l'ONU visant à sanctionner l'intervention russe en Ukraine.

Le 15 juin dernier, le président algérien, en visite d'État en Russie, s'affichait aux côtés un Vladimir Poutine. Une "affirmation de la part d'Alger de ne pas céder à la pression occidentale et de maintenir sa posture d'équilibre.", analyse Brahim Oumansour. "L'Algérie a accepté de renforcer ses livraisons de gaz à l'Europe, via l'Italie, tout en maintenant ses partenariats et une distance vis-à-vis de l'Ukraine".

L'enjeu était d'ailleurs de taille pour Alger, qui venait d'obtenir le soutien de Moscou à sa candidature aux Brics.

Après la Russie, la Chine s'était déjà déclarée, par la voix de son chef de la diplomatie, favorable à l'adhésion algérienne aux Brics.

Suite à ce déplacement à Pékin, Abdelmadjid Tebboune peut se féliciter d'un succès diplomatique, la Chine l'a cette fois confirmé : elle soutiendra la candidature de l'Algérie.

Virus respiratoire chez les bébés: le vaccin de Pfizer approuvé en Europe

Le régulateur européen a autorisé vendredi un premier vaccin destiné à protéger à la fois les nourrissons et les personnes âgées de 60 et plus contre le virus respiratoire VRS, connu surtout pour le fléau des bronchiolites qu'il cause chaque hiver.

Très contagieux, le virus respiratoire syncytial (VRS) peut provoquer, dans ses formes les plus sévères, des pneumonies et des bronchiolites qui entraînent des milliers de décès et des centaines de milliers d'hospitalisations dans le monde.

«Abrysvo est le premier vaccin contre le VRS indiqué pour l'immunisation passive des nourrissons de la naissance à six mois après l'administration du vaccin à la mère pendant la grossesse», a déclaré l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Le vaccin de Pfizer «est également

indiqué pour l'immunisation active des adultes âgés de 60 ans et plus», a ajouté l'EMA dans un communiqué.

Après la grippe et la COVID-19, les grands laboratoires sont en ordre de marche pour lancer dès l'automne, avant la période épidémique, des vaccins contre le VRS.

L'Arexvy du laboratoire britannique GSK est disponible aux États-Unis depuis mai et dans l'Union européenne depuis juin pour les plus de 60 ans.

Pfizer avait déjà reçu le mois dernier le feu vert de l'agence américaine des médicaments pour son vaccin Abrysvo, mais celui-ci est réservé aux personnes âgées.

Abrysvo a été évalué dans le cadre du mécanisme d'évaluation accélérée de

l'EMA, car la prévention des infections par le VRS est considérée «comme présentant un intérêt majeur pour la santé publique».

«Le VRS est un virus respiratoire courant qui provoque généralement des symptômes bénins de type rhume», a expliqué l'EMA.

«Mais il peut avoir de graves conséquences pour les enfants et les personnes âgées» et est même «l'une des principales causes d'hospitalisation pédiatrique en Europe», a ajouté le régulateur.

L'avis va maintenant être envoyé à la Commission européenne, qui doit décider de son autorisation de mise sur le marché au sein de l'UE.

«S'il est approuvé, notre candidat vaccin contre le VRS pour les femmes enceintes pourrait aider à protéger les nourrissons

immédiatement de la naissance jusqu'à l'âge de six mois», a déclaré la Dre Annaliesa Anderson, directrice scientifique, recherche et développement des vaccins de Pfizer.

«Ceci, ainsi que l'approbation pour les personnes âgées, marquerait un progrès significatif en matière de santé publique pour la prévention des maladies à VRS dans toute l'Europe», a-t-elle ajouté, citée dans un communiqué.

L'Union européenne a par ailleurs approuvé à la fin 2022 un traitement préventif de la bronchiolite développé conjointement par AstraZeneca et Sanofi. Destiné aux nourrissons, le nirsevimab n'est pas à proprement parler un vaccin mais fonctionne avec une même intention préventive.

Amériques

Documents classés : la date du procès de Trump fixée au 20 mai 2024

Le procès de l'ancien président américain Donald Trump pour sa gestion de documents confidentiels du gouvernement américain débutera le 20 mai 2024, selon l'ordonnance d'un tribunal américain rendue vendredi.

Empêtré dans les ennuis judiciaires, Donald Trump est désormais fixé sur un autre élément de calendrier : une juge fédérale a fixé vendredi 21 juillet le procès de Donald Trump pour sa gestion de secrets d'État au mois de mai de l'année prochaine, en plein cœur des primaires pour la présidentielle de 2024, où l'ancien président américain est candidat.

Le procès s'ouvrira devant un tribunal fédéral à Fort Pierce, en Floride, le 20 mai 2024, a indiqué la juge Aileen Cannon, afin de laisser le temps aux parties d'examiner un dossier épais de près d'1,1 million de pages.

"Personne ne conteste le fait que la défense aura besoin d'un temps suffisant pour examiner et évaluer le dossier", a écrit la juge, nommée par le président Trump, dans son arrêt.

Il s'agira du tout premier procès fédéral

au pénal impliquant un ancien président des États-Unis.

Les procureurs avaient réclamé que le procès s'ouvre en décembre, tandis que les avocats de la défense plaidaient pour un procès après l'élection présidentielle de novembre 2024.

Il se déroulera donc vers la fin de la campagne des primaires républicaines qui doivent désigner le candidat qui affrontera très probablement le démocrate Joe Biden en novembre 2024, et pour laquelle Donald Trump, 77 ans, est le grand favori selon les sondages.

Le procès n'empêchera pas le milliardaire de faire campagne mais en tant qu'inculpé il pourra être contraint d'être physiquement présent aux audiences, qui pourraient durer des semaines si ce n'est des mois.

37 chefs d'inculpation

Inculpé mi-juin de 37 chefs d'accusation dont "rétention illégale d'informations portant sur la sécurité nationale", "entrave à la justice" et "faux témoignage", Donald Trump a plaidé non-coupable devant un tribunal fédéral de Miami.

L'ancien président républicain est accusé d'avoir mis la sécurité des États-Unis en péril en conservant des documents



confidentiels, dont des plans militaires ou des informations sur des armes nucléaires, dans des toilettes ou débarras de sa résidence de luxe de Mar-a-Lago, en Floride, au lieu de les remettre aux Archives nationales.

L'ex-président "se défend d'une manière très infantile"

Or une loi de 1978 oblige tout président américain à transmettre l'ensemble de ses e-mails, lettres et autres documents de travail aux Archives nationales. Une autre loi, sur l'espionnage, interdit de conserver des secrets d'État dans des lieux non autorisés et non sécurisés.

L'affaire, qui avait amené la police fédérale (FBI) à perquisitionner sa résidence de Mar-a-Lago, avait révélé sa légèreté vis-à-vis des secrets d'États et sa capacité à bousculer les règles et les conventions.

D'après l'acte d'accusation, les cartons sont restés empilés çà et là, notamment sur la scène d'une "salle de bal", dans une chambre ou un bureau, avant d'être transportés dans un "débarras" accessible de la piscine, où certains documents marqués de la mention "secret défense" ont été vus étalés sur le sol.

Un ex-assistant personnel de Donald Trump, Walt Nauta, inculpé pour complicité dans la gestion négligente de secrets d'État après le départ de l'ex-président républicain de la Maison Blanche en janvier 2021, a lui aussi plaidé non-coupable dans cette affaire.

Ce n'est pas le seul ennui judiciaire pour l'ancien locataire de la Maison Blanche.

Il est personnellement visé dans l'enquête fédérale sur l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021 à Washington, et est inculpé dans l'affaire Stormy Daniels, concernant un paiement en 2016 à cette actrice de films X pour qu'elle taise une liaison présumée.

Et une procureure de Géorgie doit annoncer d'ici septembre le résultat de son enquête sur les pressions qu'il a exercées pour tenter de changer le résultat de la présidentielle de 2020, remportée par Joe Biden.

Élisabeth Borne, une première ministre inoxydable?

« Restera, restera pas, restera, restera pas ». C'est finalement le premier élément de l'équation qui l'a emporté. Au terme de cent jours d'hésitation, le président français s'est finalement résolu à confirmer la première ministre Élisabeth Borne à Matignon. Même si 67 % des Français souhaitaient un nouveau premier ministre, Emmanuel Macron a dû se rendre à l'évidence qu'il n'avait probablement rien à gagner à changer de premier ministre pour l'instant.

Après la bronca des retraites et sans majorité parlementaire, il s'était donné « cent jours » pour évaluer la situation et chercher une façon de relancer un quinquennat embourbé depuis des mois dans des conflits sociaux. C'était sans compter les nuits d'émeutes dans les banlieues, qui ont fait à elles seules plus de dégâts que les trois semaines d'émeutes en 2005.

Au cours de ces cent jours, Élisabeth Borne avait pour tâche d'« élargir la majorité » étriquée issue des élections législatives du 19 juin 2022. En clair, il s'agissait de recruter des élus des Républicains (LR) afin de permettre l'adoption de projets de loi par d'autres moyens que le « 49.3 », qui permet de contourner le vote de l'assemblée. Une procédure d'exception utilisée à onze reprises depuis le début de ce second mandat présidentiel.

Mais ce fut peine perdue ! Au contraire, depuis l'explosion des émeutes dans les banlieues, l'écart entre le gouvernement et tous les partis de droite s'est encore creusé. Même le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, pourtant partisan de la méthode forte et ancien LR lui-même, n'aurait probablement pas plus de chance de nouer une alliance avec son ancien parti. Alors qu'une majorité de Français réclame un renforcement de la sécurité et un resserrement de l'immigration, le gouvernement s'est contenté de dire que « l'objectif des cent jours a été tenu », que « le calme est revenu » et que « le 14 juillet a été un franc succès », même si on y a brûlé 255 véhicules et arrêté 96 personnes.

Sur un air de « techno »

« On ne change pas une équipe qui perd », a ironisé le président du Rassemblement national, Jordan Bardella. Pour Mathilde Panot, cheffe de file des élus de La France insoumise, « personne ne veut monter sur un bateau qui coule ». Au fond, tout le monde aura compris que, faute de pouvoir relancer véritablement l'action parlementaire, en ce début des grandes vacances, le président a préféré laisser les choses en l'état, quitte à changer d'idée à l'automne.

Pourtant, lorsqu'elle fut nommée, il y a 14 mois, personne n'aurait prédit que cette « techno » socialiste de l'ère Jospin survivrait à de telles révoltes sociales et pas moins de 17 motions de censure. En 2022, elle n'était d'ailleurs qu'un choix par défaut, la présidente du Grand Reims, Catherine Vautrin, ayant été refusée par la gauche du parti



à cause de son opposition au mariage homosexuel. C'est pourquoi les surnoms « Plan B » et « Borne out » collent à la peau d'Élisabeth Borne.

Si ses ennemis la disent terne, ses amis la trouvent simplement réservée. Derrière cette polytechnicienne passionnée de mathématiques se cache pourtant unemordue de films d'action, comme Top Gun. Même si elle affirme ne pas avoir « le complexe de la femme providentielle », Élisabeth Borne sort de ses gonds lorsqu'on la traite de « techno », rappelle la journaliste Bérengère Bonte dans la biographie, intitulée La secrète (L'Archipel), qu'elle vient de publier. On lui attribue d'ailleurs cette réplique : « J'ai été cinq ans ministre, préfète, patronne de boîte. Qui sont ces mecs pour prétendre que je suis "techno" ? »

Pourtant, le premier critique d'Élisabeth Borne ne se nomme ni Marine Le Pen ni Jean-Luc Mélenchon, mais Emmanuel Macron. En mai, il avait eu des mots cinglants à son égard lorsque, sur Radio J, elle avait qualifié le RN d'« héritier de Pétain ». Des « attaques des années 1990 », fondées sur des arguments « historiques et moraux » dénués d'éléments « concrets », avait-il tranché. Pour cette femme dont le père fut un rescapé d'Auschwitz, ce commentaire n'est pas passé inaperçu. Lorsque, le 26 mars dernier, elle avait déclaré ne plus vouloir utiliser le 49.3 hors des textes budgétaires, Macron avait lâché : « Je ne suis pas responsable des interviews à l'AFP de la première ministre. » Même chose lorsqu'en avril, elle avait écarté l'étude d'un projet de loi sur l'immigration et qu'il lui avait aussitôt demandé de « reprendre la copie ».

Pas suffisamment politique

« Humiliée, déconsidérée, mais toujours maintenue, elle peut se vanter désormais d'avoir survécu », affirmait le professeur de Sciences Po Philippe Moreau-Chevrolat sur le site Public Sénat. En France, la fonction de premier ministre a beau servir de fusible au président, on a déjà vu une harmonie plus grande.

Pour toute une partie de la macronie, et notamment le chef du Mouvement démocrate, François Bayrou, Élisabeth Borne n'est pas suffisamment politique. C'est pourquoi, disent-ils, elle peine à imposer son autorité même si on la dit exigeante, cassante et « dure au mal ». Mais Emmanuel Macron souhaite-t-il un premier ministre avec de l'autorité

alors qu'il décide de tout ?

Faute de majorité parlementaire, la première ministre est obligée de louvoyer, un jour vers la droite, le lendemain vers la gauche. À moins qu'elle se contente de projets de loi jugés « cosmétiques » par presque toute la presse, comme la création de ce nouvel « homicide routier », un nouveau terme désignant les accidents mortels provoqués par un excès de vitesse ou la consommation de stupéfiants, mais qui ressemble comme deux gouttes d'eau au bon vieux homicide involontaire. Un changement sémantique destiné à calmer l'émoi suscité par l'accident mortel provoqué par l'humoriste Pierre Palmade alors qu'il conduisait à tombeau ouvert sous l'effet des drogues.

Quel autre choix ?

« Le président a-t-il une autre solution ? » se demande l'éditorialiste de France Culture Jean Leymarie. « À Matignon, il peut nommer qui il veut. Mais pour appliquer quel programme ? Et avec quels alliés ? Qui, aujourd'hui, lui serait plus utile qu'Élisabeth Borne ? Elle ne fait pas de miracles. Mais lui non plus. » D'autant que, malgré les critiques, à l'Assemblée et au Sénat, plusieurs parlementaires, comme les leaders de la droite Olivier Marleix et Bruno Retailleau, louent sa franchise et sa connaissance des dossiers.

Pour la plupart des observateurs, l'arrivée d'un nouveau directeur de cabinet à Matignon, le juge et haut fonctionnaire Jean-Denis Combexelle, ne devrait rien changer à la ligne que suit Élisabeth Borne depuis plus d'un an. Ce vieux routier qui a travaillé aussi bien pour le premier ministre socialiste Manuel Valls que pour le républicain Xavier Bertrand est un habitué des officines gouvernementales. Pas vraiment le genre à ruer dans les brancards.

Après l'adoption de la loi sur les retraites, Emmanuel Macron avait souhaité cent jours « d'apaisement, d'unité et d'actions au service de la France ». « Nous sommes bien loin du compte », déclarait sur le site Atlantico l'universitaire et maître de conférences Hannah Levy-Leblois, selon qui « la France est plus que jamais fracturée ». Face à cela, dit-elle, « l'exécutif semble tétanisé. L'oeil rivé sur les faiseurs d'opinions, l'autre sur le thermomètre social, il tremble à agir, ayant identifié les causes mais apeuré à l'idée de décider... Dès lors, le maintien d'Élisabeth Borne s'impose ; et s'impose d'autant plus qu'il n'y a aucun autre choix ».

D'ici la fin de la semaine, Emmanuel Macron devrait s'exprimer, et un léger remaniement ministériel devrait avoir lieu. Lundi prochain, il sera à Nouméa, où il doit discuter de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie après trois référendums qui ont tous conclu au maintien de l'archipel sous souveraineté française. Après, ce sera les vacances. Une période de grâce pour un président qui navigue à vue et qui pourrait bien décider de changer d'avis à l'automne...

L'Inde interdit l'exportation de riz blanc

L'Inde, premier pays exportateur de riz dans le monde, a interdit l'exportation de riz blanc non basmati, «avec effet immédiat», a annoncé le gouvernement, dont la décision pourrait faire encore grimper les cours internationaux du riz.

Cette interdiction doit permettre de «garantir» un approvisionnement «adéquat» pour les consommateurs indiens et d'«atténuer la hausse des prix sur le marché intérieur», a déclaré le ministère indien de la Consommation et de l'Alimentation, dans un communiqué publié jeudi soir.

Au deuxième trimestre, les exportations indiennes de riz blanc non basmati ont bondi de 35% sur un an, a indiqué le ministère.

En septembre, après une sécheresse importante dans ses principales régions productrices de riz, l'Inde avait déjà interdit



les exportations de brisures de riz (riz à moindre prix, aux grains fracturés accidentellement ou non) et imposé une taxe de 20% sur les exportations de riz de qualité supérieure.

Les prix internationaux du riz, aliment de base majeur dans le monde, ont fortement augmenté en raison de la pandémie de Covid, de la guerre en Ukraine et de l'impact du phénomène climatique El Niño sur

les rendements des rizières.

Les exportations indiennes de riz blanc non basmati représentent environ un quart des exportations totales de riz de l'Inde. L'an dernier, le pays a exporté 10,3 millions de tonnes de riz blanc non basmati.

La décision de l'Inde, qui réalise à elle seule plus de 40% des expéditions mondiales de riz, pourrait «risquer d'exacerber l'insécurité alimentaire dans les pays forte-

ment dépendants des importations de riz», a mis en garde dans une note la société Gro Intelligence, qui analyse des données sur les matières premières.

Les pays africains, la Turquie, la Syrie et le Pakistan devraient souffrir de cette interdiction, alors qu'ils sont déjà confrontés à une forte inflation des prix alimentaires, a ajouté Gro Intelligence.

Selon Oscar Tjakra, analyste de Rabobank, les autres fournisseurs de riz n'ont pas de réserves permettant de compenser l'arrêt des exportations indiennes de riz blanc non basmati.

En dehors de l'Inde, «les principaux exportateurs sont la Thaïlande, le Vietnam et, dans une certaine mesure, le Pakistan et les États-Unis», a précisé l'analyste à l'AFP. Mais «ils n'auront pas assez de riz pour remplacer» les volumes indiens non exportés, a-t-il prévenu.

«Évidemment, cela contribuera à l'inflation dans le monde, car le riz peut être utilisé comme substitut du blé», a-t-il ajouté.

Humiliation de deux femmes en Inde: quatre arrestations, peine de mort envisagée

La police indienne a arrêté quatre hommes accusés d'avoir obligé deux femmes à défiler nues parmi la foule dans un État du nord-est de l'Inde où des mois de violences ethniques ont fait au moins 120 morts.

Les suspects ont été identifiés à partir d'une vidéo de l'incident datant de début mai, devenue virale sur les réseaux sociaux mercredi et dont tout le pays s'est indigné.

«Quatre principaux accusés ont été arrêtés dans l'affaire de la vidéo virale», a déclaré la police dans l'État du Manipur sur Twitter jeudi soir.

La vidéo montre deux femmes marchant nues dans une rue, moquées et harcelées par une foule du Manipur, où les autorités ont imposé la fermeture de l'internet.

Le gouvernement de l'État, dirigé par le parti nationaliste hindou au pouvoir Bharatiya Janata (BJP), a déclaré que la police avait pris des mesures dès que la vidéo est apparue sur les réseaux sociaux, plus de deux mois après l'incident.

Une «enquête approfondie» est en cours, a indiqué sur



Twitter le ministre en chef de l'État, N. Biren Singh.

«Nous veillerons à ce que des mesures strictes soient prises contre tous les auteurs, y compris en envisageant la possibilité de la peine capitale», a-t-il ajouté.

Les violences en mai au Manipur avaient explosé après une marche de protestation contre l'éventualité que la communauté des Meiteis, pour la plupart hindous, obtienne le

statut plus avantageux de «tribu répertoriée» qui leur garantirait des quotas d'emplois publics et d'admissions dans les universités.

Cette hypothèse avait également ravivé les vieilles craintes de la tribu des Kukis, en général chrétiens, de voir les Meiteis autorisés à acquérir des terres dans des zones qui leur sont actuellement réservées ainsi qu'à d'autres groupes tribaux.

Dans un rapport présenté devant un tribunal en juin, le groupe de la société civile Manipur Tribal Forum a affirmé que de nombreux et terribles actes de violence, notamment des viols et des décapitations s'étaient produits sans que les autorités de l'État ouvrent d'enquête.

Le premier ministre indien Narendra Modi a déclaré jeudi que «l'incident du Manipur est une honte pour n'importe quelle société civilisée».

«Cela fait honte à toute la nation», a souligné M. Modi, qui s'exprimait pour la première fois sur ces violences.

La Cour suprême indienne a également averti le gouvernement de Modi que s'il n'agissait pas, «nous le ferons».

Afrique

Saisissante vidéo d'une explosion: un homme échappe à la mort de justesse

La vidéo d'une caméra de surveillance montre un homme sur le trottoir s'affairer à préparer son petit commerce de rue quand une explosion souffle un véhicule qui se retrouve projeté tout près de lui. Ses réflexes aiguisés lui ont sauvé la vie.

Ces images ont été captées dans le centre de Johannesburg en Afrique du Sud mercredi. L'explosion a déchiré la chaussée, propulsant des véhicules dans les airs.

Une personne a perdu la vie et 48 autres ont été blessées.

Les dégâts sur cet axe très emprunté par les minivans qui servent de taxis collectifs, entre fissures et trous dans la chaussée, évoquaient un film catastrophe ou les lendemains d'un séisme.

Les services d'urgence avaient initialement pointé une possible explosion de conduites souterraines de gaz, mais la compagnie de gaz Egoli a rapidement affirmé qu'il était «peu probable» que l'explosion



«ait été causée par une conduite de gaz ou une fuite».

«Notre réseau n'a subi aucune perte de pression, ce qui indique que les conduites sont intactes. Nos clients dans la zone continuent à recevoir du gaz sans interruption»,

avait ajouté la société dans la soirée.

Par la suite, la compagnie a annoncé avoir détecté «une petite fuite» sur une conduite secondaire, mais a estimé que cette «fissure dans le tuyau a été causée par l'effondrement de la route» et non l'inverse.

Par ailleurs, «une ou deux bouches d'égoût ont explosé, et une substance blanche semblable à un gaz s'échappe de ces ouvertures», a affirmé Egoli.

Des témoins ont évoqué des odeurs chimiques et des échappées de vapeur, mais les autorités n'avaient pas d'autre information à communiquer dans l'immédiat.

Les enquêteurs continuent à «rechercher la source» de l'explosion, a affirmé Panyaza Lesufi, premier ministre provincial.

Le périmètre reste en place et la police éloigne les passants ou les curieux qui s'approchent de la scène, afin de «permettre aux experts de faire leur travail» et assurer la sécurité publique, a expliqué le chef de la police pour la province, Elias Mawela.

«Il s'agit de maintenir la scène intacte» pour les enquêteurs, a-t-il précisé, mettant en garde aussi contre les risques d'une explosion secondaire.

Les sans-abri qui passent souvent la nuit sur les trottoirs de ce quartier historique mais très délabré de la ville ont été transférés vers des foyers temporaires, a indiqué la mairie.

Comment repérer les produits bio de bonne qualité ?

Le bio tel que le concevaient ses pionniers dans les années 60 a bien changé : il s'est développé à une échelle industrielle et planétaire, souvent au détriment de la qualité, tout en s'accompagnant d'hérésies environnementales.

Pour reconnaître un produit biologique aujourd'hui, le consommateur dispose de deux repères : l'Eurofeuille, logo bio européen, et la marque AB.

« Ces logos vous garantissent que le produit concerné obéit à un cahier des charges précis au regard duquel il a été certifié. Seuls les produits issus de l'agriculture biologique peuvent effectivement en être revêtus », rappelle-t-on à l'INAO (Institut National de l'Origine et de la qualité).

Mais ces labels ne sont pas suffisants pour distinguer les « bons » produits bio... des mauvais !

C'est un fait, de nombreux fruits et légumes biologiques viennent de l'autre bout du monde, là où les règles de certification ne sont pas forcément les mêmes que chez nous.

Ils peuvent même contenir des pesticides interdits en bio dans l'Union européenne. Mais surtout ils risquent d'avoir été produits dans des conditions humaines désastreuses : les avocats bio du Mexique peuvent avoir été produits par des agriculteurs esclavagisés par les cartels de la drogue, la production de café, chocolat, huile de palme ou de coco, fait parfois travailler des enfants ou se fait au prix d'une intense déforestation...

Sans oublier évidemment le long trajet que ces produits



doivent faire pour arriver jusqu'à chez nous et qui aggrave encore un peu plus le réchauffement climatique.

Les bons produits bio sont...

– des produits locaux et de saison. C'est la base, l'un des piliers de l'agriculture biologique. Le meilleur chemin, de la fourche à la fourchette, tant pour la santé de la planète que pour la nôtre, c'est le plus court ! Privilégiez le bio français.

– pour les produits nécessairement importés (café, chocolat, thé...), fiez-vous, en plus de la certification biologique, aux labels qui garantissent protection de l'environnement, développement humain, etc.. comme fairforlife, biopartenaire, FairTrade, ou encore SPP (symbole des producteurs paysans)

– des produits le moins transformés possible. Lisez les étiquettes et choisissez les produits qui ont les listes d'ingrédients les plus courtes. Ce n'est pas parce qu'un produit est fait avec des ingrédients bio qu'il est « sain » : les industries de l'agroalimentaire se sont mises au bio pour répondre aux demandes des consommateurs, mais leurs produits peuvent tout autant être trop sucrés ou trop gras.

– des produits en vrac plutôt qu'en pack. Évitez les fruits et légumes disposés en barquette plastique et enveloppés de cellophane : l'étiquette bio n'enlève rien au caractère polluant de leurs emballages !

Mieux vaudrait enfin choisir des produits vendus par les petites enseignes, plutôt que ceux que propose la grande distribution, dont le fonctionnement même va à l'encontre des préceptes du développement durable. Mais ce n'est pas toujours possible, car les petites enseignes tendent à disparaître...

Cancer colorectal : ces sept facteurs de risques qui doivent vous alerter

L'incidence du cancer colorectal et les décès diminuent chez les plus de 50 ans... mais augmentent chez les hommes plus jeunes. Des médecins américains ont identifié, chez ce public, 7 facteurs de risque qui pourraient permettre d'envisager un dépistage précoce.

« Nous savons que le cancer du côlon chez les jeunes est en augmentation, bien que le risque absolu soit encore bien inférieur à celui des 45 à 54 ans », explique le Dr Thomas Imperiale de l'Université de l'Indiana. « Néanmoins, cela ne signifie pas que nous ne devrions pas essayer d'identifier les jeunes à haut risque pour les dépister ».

Pour identifier d'éventuels facteurs de risque chez les hommes trop jeunes pour être concernés par les programmes de dépistage, les chercheurs ont recruté 3 000 participants âgés de 35 à 49 ans : 600 étaient atteints d'un cancer colorectal non héréditaire et 2 400 faisaient office de patients témoins.

Tous ont subi différents tests, ont renseigné leur mode de vie, leurs antécédents médicaux...

Quels facteurs de risques ?

Via un modèle mathématique, les scientifiques ont été en mesure d'isoler sept éléments (parfois surprenants)



favorisant la survenue précoce d'un cancer. A savoir :

- Une consommation régulière d'alcool ;
- Être âgé de 35 à 49 ans ;
- Souffrir d'obésité ;
- Avoir un parent au premier ou deuxième degré atteint d'un cancer colorectal ;

- Avoir un faible niveau socio-économique ;
- Ne pas utiliser d'anti-inflammatoire non stéroïdiens (comme l'ibuprofène...). En effet, des recherches ont déjà démontré que le risque de cancer colorectal est moins élevé chez les personnes qui prennent des AINS ;
- Ne pas utiliser régulièrement de statines. Les résultats d'une récente étude ont montré que les personnes qui prennent régulièrement ces médicaments contre le « mauvais » cholestérol, avaient un risque nettement plus faible de développer un cancer colorectal.

« En discutant avec leurs patients jeunes exposés à ces facteurs de risque, certains médecins pourraient envisager un test de dépistage non invasif », expliquent les auteurs. Lesquels ont débuté une étude identique chez les femmes qui, rappelons-le, sont deux fois moins touchées par cette forme de tumeur que les hommes.

Crises, insultes... Tout savoir sur le syndrome Gilles de la Tourette

Arrêter sa tournée de concerts pour se concentrer sur sa « santé mentale et physique », altérée par le syndrome Gilles de la Tourette (SGT). C'est la décision récemment prise par le chanteur écossais Lewis Capaldi, après l'apparition de tics invalidants alors qu'il était scène.

Mais quelles sont les autres caractéristiques de cette maladie ?

Le syndrome Gilles de la Tourette ne se résume pas à la répétition d'injures et de mots orduriers. Loin de là : ce symptôme, souvent caricaturé, ne touche en fait qu'une minorité de patients. Environ 20%, selon l'Institut du cerveau. Le syndrome Gilles de la Tourette, du nom du neurologue français qui en a le premier décrit les manifestations au XIXe siècle, est bien plus que cela.

Il s'agit en fait d'une maladie neuropsychiatrique, à composante génétique. Elle est caractérisée « par des tics involontaires, soudains, brefs et intermittents, se traduisant par des mouvements (tics moteurs) ou des vocalisations (tics sonores) », poursuit l'Institut du cerveau.

Elle se déclare durant l'enfance, entre 6 et 8 ans, et est généralement associée par la suite « à un ou plusieurs troubles du comportement : déficit de l'attention, hyperactivité, troubles obsessionnels compulsifs, crises de panique ou de rage, troubles du sommeil ou de l'apprentissage. »

Une maladie rare

La prévalence du syndrome Gilles de la Tourette est estimée à 1 sur 2 000 (de 0,05 à 0,1% de la population), évalue Orphanet, le portail d'information de référence sur les maladies rares.

Elle touche davantage les garçons que les filles et, pour une raison encore indéterminée, s'améliore spontanément à l'âge adulte dans environ un quart des cas. Pour les autres malades en revanche, les symptômes se maintien-

nent ou s'aggravent.

Dysfonctionnement biochimique

C'est la cause la plus probable de la maladie. Ce dysfonctionnement prendrait sa source au niveau des noyaux gris centraux du cerveau, explique Orphanet. « Ces cellules produisent une substance chimique (neurotransmetteur) qui intervient dans la communication entre les cellules nerveuses. Le dérèglement d'un ou plusieurs neurotransmetteurs semble mis en cause dans le SGT, principalement la dopamine. »

La composante génétique est importante dans cette maladie : on estime qu'« une personne atteinte a un risque sur deux de transmettre ce syndrome à ses enfants ».

Prise en charge

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de traitement permet-

tant de guérir du syndrome de la Tourette. Mais ceux qui existent contribuent à en atténuer les symptômes. Il s'agit principalement de neuroleptiques ou de molécules agonistes de certains neurotransmetteurs, qui mimet leur action.

Chez les enfants, ils ne sont prescrits que si les tics deviennent plus importants et altèrent considérablement leur vie quotidienne, « ou si l'enfant est malheureux et a du mal à gérer les manifestations de la maladie à l'école ou dans sa vie privée ».

Pour faire face à ces éventuelles difficultés, « un suivi régulier par psychothérapie, en orthophonie ou en psychomotricité est également très important », indique l'Institut du cerveau.

NOTICE UNDER SECTION 42 (2) OF FOUNDATIONS ACT 2012 SINOPAK FOUNDATION

Pursuant to a Members' Council resolution dated 21 June 2023, it was resolved to wind up the Foundation under section 42(1)(c) of the Foundations Act 2012.

Dated this 20 July 2023

JTC Fiduciary Services (Mauritius) Limited

NOTICE UNDER SECTION 36 (2) (c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that "Taurus Investments Limited" has by special resolution changed its name to "Taurus Chemtech Limited", as evidenced by a certificate given under the seal of the office of the Registrar of Companies dated 10 July 2023.

Dated this 13th day of July 2023

FIRST ISLAND TRUST COMPANY LTD
Registered Agent

Foot News

Edwin van der Sar est hors de danger

Victime d'une hémorragie cérébrale vendredi, l'ancien gardien de l'Ajx et de Manchester United est dans un état stable ce mardi. Son pronostic vital n'est plus engagé.

L'ancien gardien de l'Ajx Amsterdam Edwin van der Sar, victime vendredi d'une hémorragie cérébrale, n'est plus dans un état préoccupant et son pronostic vital n'est plus engagé même s'il reste hospitalisé, a annoncé mardi le club néerlandais.

«Edwin est toujours dans l'unité de soins intensifs mais son état est stable. Sa vie n'est plus menacée», a indiqué l'Ajx dans le communiqué



envoyé à la demande de la femme de l'ancien joueur.

«Il communique»

«Chaque fois que nous lui rendons visite, il communique. Il faut faire preuve de patience et voir comment sa situation évolue», a ajouté Annemarie Van der Sar.

L'ex-portier de 52 ans, qui a également porté les couleurs de

Manchester United, se trouvait en vacances sur une île croate lorsque l'incident est survenu.

Van der Sar a quitté en mai son poste de directeur général de l'Ajx Amsterdam qu'il occupait depuis 2016 après la pire saison du club amstelodamois depuis 14 années, conclue par une troisième place dans le championnat des Pays-Bas derrière le Feyenoord Rotterdam et le PSV Eindhoven.

Considéré comme l'un des meilleurs gardiens de tous les temps, Van der Sar a joué pour l'Ajx entre 1990 et 1999, remportant la Ligue des champions en 1995.

Il a ensuite gagné une nouvelle fois la C1 en 2008 avec Manchester United. Il compte également 130 sélections sous le maillot Oranje.

FC Lorient : Benjamin Mendy, « une grosse prise de risque » pour les Merlus

La signature de Benjamin Mendy à Lorient divise les supporters entre l'enthousiasme sportif, les craintes médiatiques et l'embarras éthique

Jusqu'à-là, le FC Lorient préparait sa saison sans trop attirer l'attention. De retour à l'entraînement le 5 juillet, les Merlus ont disputé leur premier match amical samedi dernier devant 1.200 personnes au stade municipal de Ploemeur. Résultat ? Un nul prolifique contre le voisin Concarneau (3-3). Le FCL avançait tranquillement vers la deuxième phase de sa prépa, qui débutera ce week-end avec une rencontre face à Guingamp, et le début d'un stage d'une semaine à Dinard. Jusqu'à ce communiqué, jeté sur les réseaux sociaux comme un pavé dans la mare, sur les coups de 11 heures mardi.

En quatre phrases, le club annonce la signature pour deux ans de Benjamin Mendy, cinq jours après que le joueur a été déclaré non-coupable de viol et tentative de viol par la justice britannique. Si les Merlus espéraient aborder la saison dans la tranquillité, celle-ci s'est immédiatement envolée.

Le champion du monde 2018 aurait pu atterrir à Burnley, à l'Olympiakos ou dans d'autres clubs français selon L'Equipe. Lorient a finalement présenté de meilleurs arguments et gagné le droit d'envoyer cette annonce qui a scié absolument toute la planète football. « J'étais stupéfait en voyant l'info, confie Raphaël, abonné du FCL. Le premier ressenti, c'était : "Ah ouais, on l'a fait." Faut avoir des cojones pour faire ça dans ce contexte. Je ne m'y attendais pas, surtout qu'on avait d'autres pistes à gauche, un latéral marocain et un latéral de l'Olympiakos. »

« Pourquoi pas ! »

Les Merlus n'avaient plus compté de joueur avec un CV aussi rutilant (champion du monde 2018, quadruple vainqueur de la Premier League) dans leur effectif depuis l'international français Ludovic Giuly, vainqueur d'une Ligue des champions avec le Barça. « Je fais entièrement confiance au FC Lorient, commente Chantal



Lohezic, présidente du groupe de supporters des Breizh Tango. Ils font une bonne chose, c'est un gars qu'il faut relancer. Il a été en équipe de France et il ne vient pas de n'importe quel club, c'est un joli coup. Pourquoi pas ! »

Le dernier match officiel du joueur formé au Havre remonte au 15 août 2021, lorsqu'il était encore sous contrat avec Manchester City. « Lorient a privilégié le sportif et a sauté sur l'occasion, reprend Raphaël. Il a 29 ans, il n'est pas fini. Ça peut être intéressant dans une Ligue 1 très compétitive à 18 clubs, avec potentiellement trois descentes. Quand tu es Lorient, tu fais tout pour essayer de te maintenir et ça passe aussi par ce genre de recrutement malin. » Sportivement, oui. Moralement et médiatiquement, c'est autre chose.

Premières divisions

Le tweet annonçant la nouvelle recrue lorientaise a généré plus de 14 millions de vues. Un impact colossal. A titre de comparaison, le tweet publié la veille sur la préparation estivale de l'effectif a tout juste dépassé les 116 000 vues. Personne n'est resté indifférent. « Nous, en tant que supporters, on ne sait pas ce qu'il s'est passé. S'il a été jugé innocent, bon... Il faut laisser ces choses-là de côté, estime Chantal Lohezic. Les footballeurs ne sont pas tous parfaits, faut pas rêver ! J'ai envie de lui faire confiance, c'est un très bon joueur. » Titouan, lui, s'est montré « abasourdi » sur Twitter.

« Il existe beaucoup de joueurs qui ont joué les deux dernières années et qui ne nécessitent pas d'ébranler l'image du club en les signant, souligne-t-il. Même triple Ballon d'or, je ne pourrais jamais me satisfaire de signer un mec avec un passif pareil. » Raphaël embraye : « Ça m'a un peu choqué. Moralement, on prend beaucoup de risques. Le tribunal britannique l'a

déclaré innocent mais je pense qu'il n'est pas tout rose. On se fait attaquer par plusieurs communautés avec des "Lorient en Ligue 2", "on espère que le club va couler", etc. Notre image va en prendre un coup. » Sauf à considérer que toute publicité, même négative, est bonne à prendre, engager un joueur accusé de huit viols, d'une tentative de viol et d'une agression sexuelle représente un sacré risque.

Malaise, Breizh

« Si le club l'a engagé, ils avaient leur raison. Comme c'est un club avec beaucoup de valeurs, je pense qu'ils ont dû prendre un certain nombre de précautions », nous confie le président de l'un des partenaires majeurs du FCL. Si le club s'est montré discret, L'Equipe a révélé que les discussions avaient été engagées avant la fin du procès. Comme d'autres entreprises associant leur image au club, la société B & B Hôtels, que nous avons contactée, n'a pas souhaité réagir. Preuve que le sujet est sensible. « Des sponsors pourraient être refroidis, oui, note Raphaël. Personnellement, je n'aurais pas fait le coup. Je n'aurais pas pris autant de risques pour ce type de profil qui n'a pas joué depuis deux ans. J'aurais préféré prendre un autre latéral tout en restant discret. »

La suite de la préparation estivale des Merlus, qui ont terminé le championnat à la 10e place cette année, sera évidemment scrutée de près. Ils affronteront Guingamp (22 juillet), Le Havre (29 juillet), Nantes (2 août) et finalement Bournemouth (5 août). Ils entameront officiellement leur saison le week-end du 13 août contre le PSG, au Parc des Princes. Un stade où Mendy, ex-Marseillais, sera très certainement chahuté. « A l'extérieur, je pense qu'il ne sera pas très bien accueilli, valide Raphaël. Il ne sera jamais apprécié par certains, il sera sifflé par certains groupes d'ultras. Maintenant, il va falloir faire avec. » Dans cette situation un brin schizophrénique, le jeune homme espère que cette recrue si controversée apportera sa pierre à l'édifice lorientais, pas dans l'immédiat, mais « d'ici trois mois ». En reconnaissant qu'il aurait « du mal à porter » le maillot du nouveau numéro 5 des Merlus.

Marcus Rashford prolonge son contrat de cinq ans



(Manchester) L'attaquant anglais Marcus Rashford a prolongé son contrat de cinq ans avec Manchester United mardi, a annoncé le club du nord-ouest de l'Angleterre.

L'international de 25 ans, dont le contrat devait expirer l'an prochain, poursuit son aventure dans son club de toujours, où il a été formé dès ses sept ans avant d'en devenir un joueur incontournable, inscrivant 123 buts en 359 matchs avec l'équipe première.

« J'ai déjà vécu des choses incroyables dans ce club merveilleux, mais il m'en reste encore beaucoup à accomplir, et je reste absolument déterminé à gagner davantage de trophées dans les années à venir », a déclaré Rashford dans le communiqué des Red Devils.

L'Atlético Madrid veut signer Marco Verratti



Selon Marca, Marco Verratti serait dans le viseur de l'Atlético Madrid pour la saison prochaine.

Si le cas Kylian Mbappé est le plus brulant au Paris Saint-Germain cet été, l'avenir de Marco Verratti est aussi au cœur des discussions. Il faut dire que l'international italien a laissé filtrer des envies de départ pour cet été. Bien que sous contrat jusqu'en 2026 avec les champions de France, le milieu de terrain de 30 ans aurait des envies d'ailleurs, qu'il a notamment exprimées à Kylian Mbappé.

Arabie Saoudite et Atlético Madrid sur le coup

Marco Verratti est dans le viseur de l'Arabie Saoudite, qui saute sur tout ce qui bouge depuis quelques semaines. Les Saoudiens ont envoyé une délégation pour tenter de convaincre le milieu de terrain. En vain, pour le moment. L'Atlético Madrid serait la piste la plus sérieuse en Europe et selon nos confrères espagnols, le club de Diego Simeone serait même prêt à tout.

Le montant du transfert ne serait pas un problème pour les Colchoneros, qui devraient vendre plusieurs cadres cet été. João Félix, Renan Lodi, Alvaro Morata et Thomas Lemar sont parmi les partants possibles, et ont tous une belle valeur marchande. Reste à savoir si l'optique de rejoindre l'Atlético Madrid va séduire Marco Verratti. L'idée de découvrir un nouveau championnat peut jouer dans la balance.